Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*

Danielle Delmaire

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/332>

DOI : 10.4000/tsafon.332

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 186-188

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Danielle Delmaire, « Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy* », *Tsafon* [En ligne], 73 | 2017, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.332>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tsafon. Revues d'études juives du Nord

Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*

Danielle Delmaire

RÉFÉRENCE

Claire Zalc, *Dénaturalisés. Les retraits de nationalité sous Vichy*, Paris, éd. du Seuil, sept. 2016, 392 pages, 24 €.

- 1 Directrice de recherche au CNRS-ENS en histoire moderne et contemporaine, Claire Zalc s'est spécialisée dans l'histoire des petits artisans et commerçants étrangers au XX^e siècle. Parmi eux, elle a rencontré de nombreuses familles juives, pour la plupart immigrées d'Europe centrale dans l'entre-deux-guerres. Elle a aussi revendiqué la nécessité de pratiquer une microhistoire de la Shoah¹ pour mieux appréhender son histoire dans sa globalité.
- 2 Elle a mené, ici, une gigantesque enquête, l'abondance des sources archivistiques, accessibles sur une annexe électronique, en atteste. Les Archives nationales bien sûr, dont divers fonds ont été fouillés, mais aussi les archives du Conseil d'État, de la Préfecture de Police à Paris, du Centre de Documentation Juive Contemporaine à Paris avec le fond du Commissariat général aux questions juives etc., et enfin les archives de quatre départements, l'Isère, le Pas-de-Calais, la Seine-et-Marne et le Vaucluse ont fait l'objet d'un dépouillement minutieux. Ces recherches ont abouti à l'extraction de dossiers concernant la dénaturalisation d'un millier de personnes. C'est beaucoup mais c'est peu encore en comparaison avec 250 000 dossiers qui ont été traités par l'administration du Gouvernement de Vichy. C'est la raison pour laquelle CZ ne prétend pas tirer des conclusions définitives mais elle a réussi à mettre en relief le destin tragique de nombreux étrangers naturalisés sous la III^e République puis dénaturalisés par le Gouvernement de Vichy puis renaturalisés sous la IV^e République, souvent par les mêmes fonctionnaires qui restent en place malgré les aléas politiques car ce sont eux qui maîtrisent les procédures de naturalisation et les dossiers. Cette constatation

souligne, en outre, la rupture, en ce qui concerne la politique envers les étrangers, entre les régimes républicains et celui du Gouvernement de Vichy.

- 3 Celui-ci est délibérément xénophobe et antisémite car la nouvelle législation ne répond nullement à une demande allemande. En effet, dès le 22 juillet 1940, soit une dizaine de jours après l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain, une première loi annonce la dénaturalisation de toute personne naturalisée depuis 1927 (année d'une loi très largement ouverte à la naturalisation des étrangers arrivés en nombre après la Première Guerre mondiale, pour compenser les pertes des jeunes hommes français). Or à ce moment, la collaboration avec l'Allemagne n'est pas encore définie, l'entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler a lieu le 24 octobre et le statut des Juifs n'est pas édicté (4 octobre 1940). Aucun motif et aucune cible ne sont précisés dans cette nouvelle loi qui fut une des toutes premières du Gouvernement de Vichy mais il est clair que les Français d'origine étrangère en général et les Juifs en particulier sont concernés. « Il semble désormais que le destin normal d'un naturalisé dans le cadre de la loi de 1927 est d'être dénaturalisé » (p. 220).
- 4 La dénaturalisation touche des individus mais aussi leurs familles puisque les enfants et les conjoints sont associés à cette humiliation. Parfois exceptionnellement, une jeune Française, fille d'un étranger naturalisé, a pu échapper à la dégradation grâce à son mariage avec un Français non naturalisé. Ce qui déstabilise encore davantage les familles. Il s'agit bien d'un dépouillement d'identité discriminant car les dénaturalisés ont obligation de rendre leurs papiers qui attestaient leur intégration parmi les Français. Les nombreuses protestations, affirmations d'attachement sincère et profond à la France, à la « Grande Famille française », sont vaines. Les suppliques des femmes, l'argumentation des hommes, car la nature de cette correspondance est genrée et c'est là une originalité de l'étude d'avoir mis en évidence les différences de réaction en fonction du sexe, sont dérisoires et ne peuvent nullement fléchir la rigueur et l'inhumanité d'une administration ostensiblement xénophobe et antisémite. Les recours aboutissent rarement à un maintien de la naturalisation et les décisions sont très dépendantes de la personnalité du fonctionnaire qui prend en charge le dossier et/ou du juge qui boucle l'affaire. Certains sont laxistes, d'autres intraitables. CZ a eu la bonne idée de retracer la carrière de certains de ces juges pour constater, par exemple, qu'un décideur ayant accompli sa carrière en Algérie où l'antisémitisme sévissait avant la guerre se montre inflexible.
- 5 Le geste de Pétain qui refuse, en août 1943, de dénaturaliser l'ensemble des Juifs de France a pu tromper quelques historiens qui y ont vu une clémence de la part de Vichy protégeant les Juifs français de longue date. Il n'en est rien explique CZ. Pétain n'accomplit nullement un geste de résistance à l'égard des autorités occupantes, il affirme là sa volonté de rester maître des décisions antisémites. Les Juifs français, même non dénaturalisés, ont été déportés et n'ont bénéficié d'aucune protection de la part de Vichy.
- 6 Une légère faille de l'étude est d'avoir associé tous les dénaturalisés, comme d'ailleurs le faisaient les lois qui ne distinguaient pas les étrangers non juifs des étrangers juifs. Or le sort des dénaturalisés n'est pas le même selon qu'ils sont juifs ou ne le sont pas. En effet, les étrangers non juifs, avec cette législation, sont devenus suspects et susceptibles d'être internés ; pour les étrangers juifs, le plus souvent, la signature au bas du document qui dénaturalise est aussi une mise à mort. Dénaturalisés, les Juifs sont

repérés et ils sont plus facilement déportables. Il arrive que l'acte de dénaturalisation soit prononcé alors que la personne concernée, et sa famille, est déjà déportée, assassinée à Auschwitz. Comme les déportés politiques sont déportés pour ce qu'ils ont fait, les dénaturalisés non juifs, antifascistes ou communistes, sont dénaturalisés aussi pour ce qu'ils ont fait. Tandis que les déportés raciaux sont déportés pour ce qu'ils sont, tout comme les dénaturalisés juifs sont dénaturalisés pour ce qu'ils sont. Mais se défend CZ, il était difficile, parfois impossible, de distinguer un Juif d'un non-Juif et donc de mener une étude séparée.

- 7 En effet, l'onomastique permet-elle de faire le tri parmi tous ces étrangers ? Non répond catégoriquement CZ. D'une part, l'historien qui la pratique agit comme les bureaucrates qui traquaient à tous prix les Juifs et, d'autre part, il est bien difficile de déceler la judéité du porteur de tel ou tel nom de famille. Personnellement, je souscris à cette prudence mais néanmoins je serais moins catégorique car, parfois, un nom manifestement hébreu, comme Sauphar² de *sofer* (scribe en hébreu), donne une résonance juive, mais l'abandon du judaïsme, par conversion ou non, peut toujours avoir lieu. En outre, le prénom, autre que les Israël et Sarah imposés par les nazis, peut aussi, davantage encore que le nom, montrer une appartenance au judaïsme, d'autant plus qu'il a été choisi par les parents et non imposé par la filiation. Ainsi, un Mordkha est très certainement un Mordéchaï (ou Mardochée) : ce prénom affirme une appartenance au judaïsme dès lors que la personne se trouve en milieu majoritairement chrétien. Cette démarche est à exclure en milieu protestant concernant des prénoms comme Jacob, Salomon, Rachel ou autres.
- 8 Cette légère divergence avec l'auteur ne m'empêche pas de manifester de l'admiration à l'égard de l'ampleur de la recherche et de la pertinence de ses résultats. Le titre d'ailleurs en dit moins que le contenu car l'étude ne porte pas seulement sur les dénaturalisés eux-mêmes mais aussi sur les dénaturalisateurs, sur la machine à dénaturaliser, sur le processus de dénaturalisation et ses conséquences tant pour les victimes que pour les accusateurs. Ce travail met aussi en évidence la collaboration du Gouvernement de Vichy qui partage, avec l'idéologie nazie, la xénophobie et l'antisémitisme, deux piliers de la politique sociale du gouvernement de Pétain.
- 9 Enfin la lecture de ce livre peut nourrir notre réflexion sur d'actuels problèmes de société où se pose la question de la déchéance nationale, à ne pas confondre d'ailleurs avec la dénaturalisation.

NOTES

1. Lire notamment : *Pour une microhistoire de la Shoah*, en collaboration avec Tal Bruttman, Ivan Ermakoff, Nicolas Mariot, Paris, Seuil, 2012 ; *Melting Shops. Une histoire des commerçants étrangers en France*, Paris, Perrin, 2010 ; *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, en collaboration avec Nicolas Mariot, Paris, Odile Jacob, 2010. Ce dernier ouvrage présente le sort de près d'un millier de Juifs établis à Lens (Pas-de-Calais) avant la guerre.

2. Nom rencontré, entre autres, dans mes travaux sur les communautés juives de la France septentrionale, durant le Premier Empire. Cf. Danielle Delmaire, *Les communautés juives de la France septentrionale au XIX^e siècle (1791-1914). L'entrée dans la Nation*, Paris, L'Harmattan, 2008.